

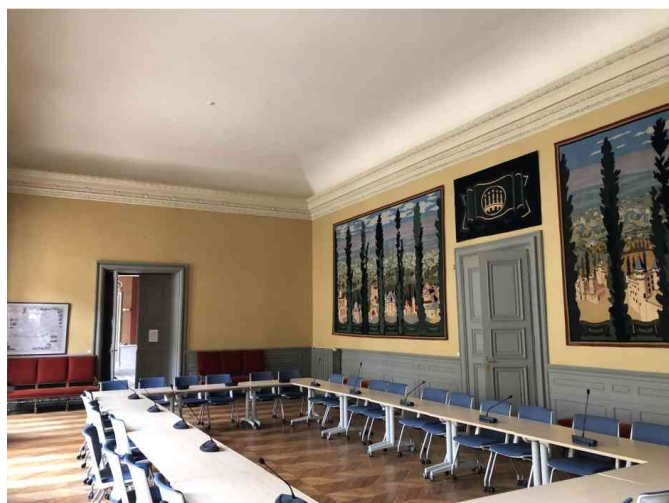


**PRÉFÈTE
DU LOT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**ACOUSTIQUE INTERNE DE DEUX SALLES DE RÉUNION
ET ISOLEMENT ACOUSTIQUE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL COMMUN DÉPARTEMENTAL
DU LOT**



CITE CHAPOU – 46 000 CAHORS

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ ET DÉSIGNATION DES CONTRACTANTS

Le présent marché est un marché public de travaux relatif à l'opération visée à l'article 1 de l'acte d'engagement et ayant pour objet la réalisation de la mission définie à l'article 2 du CCTP.

L'ouvrage de bâtiment sur lequel porte la mission du titulaire appartient à la ou aux catégories suivantes :

- ☐ Construction neuve ☐ Réhabilitation / Réutilisation

Il est conclu entre :

- la personne morale désignée à l'article 4 de l'acte d'engagement, dénommée « **Maître d'ouvrage** » dans le CCAP ;
- et le titulaire du marché désigné à l'article 2.1 de l'acte d'engagement dénommé « **entrepreneur** » dans le CCAP.

Conformément à l'article R. 2182-4 du Code de la commande publique, les stipulations du marché prennent effet à compter de la réception de sa notification par l'entrepreneur.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Dans le respect de l'article 4.1 du CCAG-Marchés publics de travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et le cas échéant ses annexes relatives au pouvoir du mandataire du groupement et à la protection des données personnelles,
- Le cahier des clauses particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG-TRAVAUX),
- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation,
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux),
- L'offre technique de l'entrepreneur,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,
- Les éléments de décomposition de l'offre financière de l'entrepreneur.

Les stipulations du marché sont conformes aux dispositions du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 – INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION

Les coordonnées postales et électroniques du maître d'ouvrage et de l'entrepreneur, nécessaires aux diverses notifications, sont celles renseignées dans l'acte d'engagement.

Article 3.1 – Organisation de la maîtrise d'ouvrage

Article 3.1.1 – Représentant du maître d'ouvrage

La personne habilitée à signer le marché et à mettre en œuvre ses mesures d'exécution est Madame la Préfète du Lot.

Article 3.1.2 – Maîtrise d'ouvrage déléguée

Sans objet pour cette opération

Article 3.1.3 – Conduite d'opération

Sans objet pour cette opération

Article 3.1.4 – Assistance à maîtrise d'ouvrage

Sans objet pour cette opération

Article 3.2 – Intervenants dans l'opération

Article 3.2.1 – Cotraitance

En cas de cotraitance, la forme du groupement est celle indiquée par l'entrepreneur à l'article 2.3 de l'acte d'engagement.

Article 3.2.2 – Mandataire du groupement

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres.

Article 3.2.3 – Sous-traitance

Il est fait application des stipulations de l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

Article 3.2.4 – Coordination sécurité et protection de la santé

Sans objet pour cette opération.

Article 3.3.3 – Coordination des systèmes de sécurité incendie

Sans objet pour cette opération

Article 3.3.4 – Opérateurs économiques chargés des travaux

Les opérateurs économiques chargés des travaux sont dénommés « entrepreneurs » dans l'ensemble des documents du marché.

Article 3.3.5 – Autres prestataires dans l'opération

Sans objet pour cette opération

ARTICLE 4 – DÉMARRAGE DE LA MISSION

Article 4.1 – Pièces et renseignements à fournir par le maître d'ouvrage avant le début de l'opération

En sus de ses attributions définies à l'article L. 2421-1 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage pourra fournir si nécessaire à l'entrepreneur en tant que de besoin, avant le début des études :

- Les éventuelles études antérieures ainsi que, le cas échéant, les observations portées sur celles-ci,
- Les données techniques nécessaires, complétées éventuellement de celles en projet, dont notamment :
 - les diagnostics amiante,
 - les règles et règlements particuliers spécifiques au projet connus du maître d'ouvrage.
- Ses éventuelles exigences d'obtention de labels,
- Toute information relative à la protection des données personnelles,

En cas de pièces manquantes, il appartient à l'entrepreneur de les réclamer.

Article 4.2 – Réunion de lancement

À l'initiative du maître d'ouvrage et au plus tard dans les 15 jours suivant le démarrage de la mission, le Maître d'ouvrage et l'entrepreneur se réunissent afin notamment :

- D'identifier les intervenants en charge de l'opération,
- De définir les modalités d'échanges, notamment dématérialisés, avec la maîtrise d'ouvrage,
- De présenter les spécificités du circuit de paiement du maître d'ouvrage et d'arrêter les modalités pratiques de facturation.

La réunion de lancement fait l'objet d'un compte-rendu selon les conditions définies à l'article 5.4.3 du présent CCAP.

ARTICLE 5 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Article 5.1 – Documentation numérique et dématérialisation des échanges

Sans objet.

Article 5.2 – Démarche BIM et maquette numérique

L'opération ne fait pas l'objet d'une démarche BIM

Article 5.3 – Communication entre les parties

Article 5.3.1 – Nécessité d'un ordre de service du Maître d'ouvrage

Un ordre de service est notamment nécessaire :

- Si le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des travaux,
- Dès lors qu'une décision du Maître d'ouvrage est susceptible de mettre en œuvre ou de modifier les dispositions contractuelles,

L'ordre de service daté et signé est remis par le maître d'ouvrage à l'entrepreneur par tout moyen dématérialisé ou matérialisé permettant d'en attester la date, et le cas échéant, l'heure de sa réception.

Article 5.3.2 – Possibilité pour l'entrepreneur d'émettre des observations et de refuser d'exécuter un ordre de service

L'entrepreneur dispose d'un délai de 15 jours, sous peine de forclusion, pour notifier au maître d'ouvrage des observations relatives à un ordre de service qui lui a été notifié, en application de l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux.

L'entrepreneur est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le Maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part conformément à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux.

Toutefois, l'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter un ordre de service dans les cas suivants :

- Lorsque l'ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou contrevenant à une disposition législative ou réglementaire (art. 3.8.2) : les observations formulées dans ce cadre, devront être dûment motivées et notifiées par le titulaire au maître d'ouvrage. Le délai d'exécution de l'ordre de service est suspendu jusqu'à la notification de la réponse du maître d'ouvrage. En l'absence de réponse de ce dernier dans un délai de quinze jours, le titulaire n'est pas tenu d'exécuter l'ordre de service.
- Lorsque l'ordre de service prescrit des prestations supplémentaires ou modificatives qui ont une incidence financière sur le marché et qui n'ont fait l'objet d'aucune valorisation financière (art. 3.8.6 et 13.6). Le refus n'est recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires au maître d'ouvrage dans le délai de quinze jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations.
- Lorsque l'ordre de service porte sur des travaux qui correspondent à des changements dans les besoins ou les conditions d'utilisation si leurs montants cumulés excèdent le dixième du montant contractuel des travaux (art. 14.2.2).
- Lorsque l'ordre de service de démarrage de l'exécution du marché est tardif et notifié au-delà des délais prévus par le marché ou au-delà du délai de six mois suivant la notification du marché (art. 50.2.1).

Article 5.4 – Informations réciproques

Article 5.4.1 – Informations données par le Maître d'ouvrage à l'entrepreneur pendant l'exécution du marché

Sans objet

Article 5.4.2 – Informations données par l’entrepreneur au Maître d’ouvrage

Sans objet

Article 5.4.3 – Comptes rendus des réunions

Les comptes rendus des réunions bilatérales entre le Maître d’ouvrage et l’entrepreneur sont **établis par la maîtrise d’ouvrage**.

Les destinataires disposent de 15 jours pour émettre des observations sur le compte-rendu à compter de sa réception.

Article 5.4.4 – Confidentialité, secrets professionnel et commercial

Il est fait application des stipulations de l’article 5.1 du CCAG-Travaux en matière d’obligations de confidentialité du maître d’œuvre et du maître d’ouvrage.

Article 5.5 – Présentation et vérification des prestations de l’entrepreneur

Article 5.5.4 – Décisions d’ajournement, de réfaction ou du rejet notifiées par le maître d’ouvrage

– En application de l’article 41.7 du CCAG-Travaux, si certains ouvrages ou certaines parties d’ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l’utilisation des ouvrages, le maître d’ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l’ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

– En application de l’article 24.6 du CCAG-Travaux, si les résultats de vérifications prévues dans le marché ou par les normes pour une fourniture de matériaux, produits ou composants de construction ne permettent pas l’acceptation de cette fourniture, l’entrepreneur peut prescrire, en accord avec le titulaire, des vérifications supplémentaires pour permettre d’accepter éventuellement tout ou partie de la fourniture, avec ou sans réfaction sur les prix. Les dépenses correspondant à ces dernières vérifications sont à la charge du titulaire.

La décision de réfaction doit être motivée. Elle ne peut être notifiée à l’entrepreneur qu’après qu’il a été mis à même de présenter ses observations.

Article 5.6 – Prolongation des délais d’exécution

Article 5.6.1 – Cas généraux

Une prolongation du délai de réalisation de l’ensemble des travaux peut être justifié par :

- Un changement du montant des travaux ou une modification de l’importance de certaines natures d’ouvrages,
- Une substitution d’ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus,
- La survenance de difficultés importantes ou de circonstances imprévues au cours du chantier,
- Un ajournement de travaux décidé par le maître d’ouvrage.

L’importance de la prolongation ou du report est décidée par le Maître d’ouvrage après consultation du titulaire. Un ordre de service notifie au titulaire la durée de la prolongation.

Article 5.6.2 – Intempéries

Sans objet.

Article 5.7 – Modalités particulières de réalisation de l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux

Sans objet

Article 5.8 – Modalités particulières de réalisation de la direction de l'exécution du ou des marchés de travaux

Les prestations à réaliser au titre de l'élément de mission de direction de l'exécution du ou des marchés publics de travaux sont fondées sur le principe de l'application des stipulations du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sous réserve des dérogations prévues dans les pièces contractuelles du ou de ces marchés.

Article 5.8.1 – Réunions de chantier

Le maître d'ouvrage organise et dirige les réunions de chantier jusqu'à la réception des travaux avec une fréquence d'une réunion par semaine.

Le maître d'ouvrage rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion.

Article 5.8.2 – Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage est chargé d'émettre les ordres de service à destination de l'entrepreneur. Les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés par le Maître d'ouvrage qui les adresse à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Article 5.8.3 – Vérification par le Maître d'ouvrage des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

En application de l'article 12.1.8 du CCAG-Travaux, le Maître d'ouvrage procède, au cours des travaux, à la vérification au préalable des projets de décomptes établis par l'entrepreneur avant la mise à sa disposition sur le portail public de facturation.

Le Maître d'ouvrage accepte ou rectifie les projets de décomptes selon son appréciation des travaux effectués et les stipulations des marchés de travaux.

Article 5.8.4 – Vérification par le Maître d'ouvrage du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général

À l'issue des travaux, le maître d'ouvrage vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi et notifié par l'entrepreneur en application des articles 12.3.1 et 12.3.2 du CCAG-Travaux.

Après vérification du Maître d'ouvrage, le projet de décompte final devient le décompte général qui pourra être mis à disposition sur le portail public de facturation

Article 5.9 – Obligations environnementales

L'entrepreneur devra dans la mesure du possible prendre en compte et proposer des critères de performance environnementale :

- Prise en compte dimension environnementale dans les spécifications techniques,
- Prise en compte dimension environnementale dans l'exécution du marché,
- Mise en place de critères d'attribution liés au développement durable (protection de l'environnement ; coût global d'utilisation; consommation globale énergie...).

Article 5.10 – Réalisation d'une action en matière d'insertion sociale

Dans le cadre de l'exécution du marché de travaux, le maître d'ouvrage prévoit une action d'insertion sociale dans le respect des stipulations de l'article 20.1 du CCAG-Travaux

Tout comme les objectifs liés à la performance environnementale, l'entrepreneur devra être force de proposition sur l'intégration de critères de performance sociale :

- Prise en compte dimension sociale dans les spécifications techniques,
- Prise en compte dimension sociale dans l'exécution du marché,
- Mise en place de critères d'attribution à caractère social.

ARTICLE 6 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Conformément aux articles R. 2194-2 et R. 2194-5 du Code de la commande publique, le Maître d'ouvrage et l'entrepreneur se rapprochent en vue de la conclusion éventuelle d'un avenant pour prendre en compte les modifications du marché issues notamment :

- Des aléas et sujétions techniques imprévues,
- Des modifications de phasage de l'opération,
- Des circonstances extérieures aux parties rendant nécessaire la réalisation de services supplémentaires

Les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont limitées à 50 % du montant initial, conformément à l'article R. 2194-3 du Code de la commande publique.

Si plusieurs modifications successives sont nécessaires, cette limite s'applique au montant de chaque modification.

ARTICLE 7 – ASSURANCES

Article 7.1 – Assurances de l'entrepreneur

Article 7.1.1 – Garantie de la responsabilité décennale

Cette police doit garantir la responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4-1 du Code civil dans les conditions prévues aux articles L. 241-1 et suivants du Code des assurances.

Article 7.1.2 – Garantie de la responsabilité civile professionnelle

Cette police doit garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale que l'entrepreneur est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du Maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réception des travaux.

Pour la responsabilité civile professionnelle, les montants de garantie du contrat d'assurance souscrit seront au minimum adaptés aux limites du marché de l'assurance des activités de l'entrepreneur.

Article 7.2 – Stipulations

L'entrepreneur assume sa responsabilité décennale, telle qu'elle est définie notamment par les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil, dans les limites de la mission qui lui est confiée. Pour toutes les autres responsabilités professionnelles, il ne peut être tenu responsable, de quelque manière que ce soit, ni solidairement ni *in solidum*, à raison des dommages imputables aux autres intervenants participant à l'opération.

L'entrepreneur supporte les conséquences financières de sa responsabilité dans les limites des plafonds de garantie fixés dans son contrat d'assurance.

La survenance d'un sinistre avant l'achèvement des travaux ne fait pas obstacle aux règlements des factures de l'entrepreneur

Les attestations d'assurance de l'entrepreneur sont jointes au marché. L'attestation d'assurance de responsabilité civile décennale de l'entrepreneur, conforme aux articles A 243-2 et A 243-3 du Code des assurances, est jointe au marché.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS AFFECTANT LES CONTRACTANTS

En application de l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique, le marché pourra être modifié dans les circonstances suivantes.

Article 8.1 – Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire

L'entrepreneur peut proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (transmission, fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification ne remette en cause aucun élément essentiel du marché et que l'opérateur économique présenté dispose des mêmes garanties professionnelles et financières que le titulaire.

Article 8.2 – Modification du groupement en cas de défaillance du mandataire

Dans le cas où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, il est fait application de l'article 52 du CCAG-Travaux.

Le cas échéant, la substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

Article 8.3 – Modification du groupement d'entreprises en cas de défaillance d'un cotraitant

En application de l'article R 2194-1 du Code de la commande publique, si le titulaire est un groupement, le mandataire a la faculté de proposer au maître d'ouvrage de modifier sa composition dans les circonstances suivantes :

- Cessation d'activité, défaillance économique, décès ou incapacité civile de l'un des cotraitants,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles de l'un des cotraitants, la résolution des litiges entre membres du groupement relevant du groupement.

Il peut présenter comme remplaçant pour la poursuite des prestations :

- Soit le mandataire lui – même ou l'un des cotraitants,
- Soit un sous-traitant,
- Soit un nouveau cotraitant, à condition que celui-ci remplisse les conditions de participation fixées dans le cadre de la passation du marché initial et que soit fourni à l'appui de sa présentation l'ensemble des justifications de ses capacités. La substitution ne remet en cause ni les modalités financières du marché ni ses délais d'exécution.

Le maître d'ouvrage dispose de quinze jours à compter de la réception de la proposition du mandataire pour se prononcer sur l'organisation des prestations. Le silence gardé par lui pendant ce délai vaut rejet.

Un avenant est conclu entre le maître d'ouvrage et l'ensemble des cotraitants qui détermine notamment la nouvelle composition du groupement, la nouvelle répartition des prestations ainsi que la rémunération afférente.

En cas de manquement aux obligations contractuelles de l'un des cotraitants affectant la réalisation du marché, il appartient au maître d'ouvrage le cas échéant de résilier partiellement le marché selon les modalités définies à l'article 10.3 du CCAP.

ARTICLE 9 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Le maître d'ouvrage confie à l'entrepreneur un ou plusieurs traitements de données personnelles. En application de l'article 5.2.3 du CCAG-Travaux, les obligations respectives des parties sont établies dans l'annexe 'Protection des données personnelles' jointes au CCAP.

ARTICLE 10 – DIFFÉRENTS ET RÉSILIATION

Article 10.1 – Formalisme des réclamations

Tout différend entre l'entrepreneur et le maître d'ouvrage fait l'objet, de la part de l'entrepreneur d'un mémoire en réclamation-exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au Maître d'ouvrage au plus tard à la remise du projet de décompte final.

Le rejet exprès ou tacite de la réclamation transmise préalablement à la remise du projet de décompte final ne s'oppose pas à ce que l'entrepreneur réitère sa demande lors de la production de ce projet.

Article 10.2 – Règlement amiable des différends

En application de l'article 55 du CCAG-Travaux, en cas de différend persistant après le processus de réclamation, le maître d'ouvrage et l'entrepreneur privilégient, préalablement à la saisine du tribunal administratif compétent, le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, dans les conditions prévues par le Code de la commande publique.

Le maître d'ouvrage et le titulaire peuvent recourir à la transaction afin de régler à l'amiable leur litige, conformément à l'article L. 2197-5 du Code civil.

Article 10.3 – Résiliation du marché

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 49 à 54 du CCAG-Travaux.

Article 10.4 – Tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige et d'échec des tentatives de règlement amiable, conformément à l'article R. 312-11 du Code de justice administrative, les parties conviennent de saisir le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le lieu prévu pour l'exécution du marché.